

# L'InsPo

JANVIER 2025



**Zoom sur**

3 | *Good Morning Asia & Le Café-Théâtre des Impers*

**Sciences Po Bordeaux**

4-5 | Les archives

6-7 | L'externalisation : où en sont Bordeaux et Grenoble ?

**Politique nationale**

8 | La préfecture et les titres de séjour

9 | L'impossible compromis français

**Politique internationale**

10-11 | Moyen Orient : les bonnes affaires de l'Occident au mépris des droits humains

**Tribune**

12 | La haine est dans le pré : retour sur l'accord UE-Mercosur

**Débat**

13 | Quitter X ?

**Société**

14-15 | L'expérience des ultramarins à l'IEP

16-17 | Sommes-nous encore Charlie ?

**Culture**

18 | Film *Une part manquante*

19 | La série *Arcane* et les jeux vidéo

**J'ai testé**

20 | Assister à un procès

**Portrait**

21 | Nageur Grégory Mallet

**Page Blanche**

22 | Mayotte, Chido et la République

**Divertissement**

23 | Horoscope

24 | Quiz résolutions 2025

# L'édito

**N**oël est passé, mais le cadeau de *L'InsPo* n'a pas encore été livré !

Pour fêter comme il se doit nos quatre années d'existence, le troisième numéro de *L'InsPo* vous réserve une surprise ... Quatre stickers dont trois exclusifs, imaginés par Sophia et Elsa de notre pôle Illustrations. Leur respo, Paul Klein inaugure l'année 2025 en beauté avec sa couverture "on ne peut plus près" de l'actualité internationale.

Côté rédaction, les journalistes écrivent sur des sujets de société elleux aussi, ancré·e·s dans l'actualité.

Parce que *L'InsPo*, est avant tout un journal, nos rédacteur·rice·s se demandent : sommes-nous encore Charlie ? Parce que Mayotte mérite mieux que ce que les media mainstream en disent, *L'InsPo* confie sa plume à *Insulaires*. Parce que nous sommes en droit d'être informé·e·s, deux de nos pages sont consacrées aux conditions de travail de TOUTES les personnes qui font vivre notre IEP.

Fêter la nouvelle année ne signifie pas faire table rase du passé ! Alors, retrouvez nos incontournables : les ZOOM SUR *GoodMorningAsia* et *Les Impers*, le J'AI TESTÉ très judiciaire, et le débat à vif "Pour ou Contre Quitter X ?". Parce que notre incontournable série continue elle aussi, découvrons Alexandra Bellot, l'archiviste qui préserve la mémoire de l'IEP.

Pour continuer de vous surprendre, le nageur olympique Grégory Mallet nous plonge dans son parcours, de la piscine à la préparation mentale.

Et parce qu'on aime critiquer ceux qui nous gouvernent, *L'InsPo* se penche sur l'obtention des titres de séjour et sur l'impossible compromis français.

Côté international, lisez la plume acerbe de nos rédacteur·rice·s dans la tribune sur l'accord UE-Mercosur, puis dans l'article sur les intérêts économiques derrière les conflits au Moyen-Orient.

Quant à nos pages Culture : découvrez *Arcane* et son univers magique ainsi qu'*Une part manquante*, une œuvre sensible et poignante.

Et comme on adore vous gâter, votre horoscope pour 2025 vous attend en fin de numéro. Peu importe ce que les astres vous réservent, *L'InsPo* vous souhaite une belle et heureuse année 2025. Vos et nos résolutions ? On vous laisse les découvrir à la dernière page.

Andréa LALONNIER & Clara LENÔTRE

# Zoom sur...

## Good Morning Asia

Tu n'as probablement pas fait ta mobilité en Asie, ou ne prévois peut-être pas de l'y faire, et pourtant, *Good Morning Asia* a sûrement de quoi t'intéresser. En finissant ce numéro de *L'InsPo*, jette un œil sur l'Insta de l'asso (@good.morning.asia), juste pour voir. Tu y trouveras, liste non exhaustive : des brèves de news toutes les semaines pour briller en société ; des recommandations cinématographiques et musicales (bon goût garanti) pour illuminer tes samedis soirs et enrichir tes playlists ; des recettes au poil (ou à la poêle haha) et encore plein

d'autres choses. Et ce n'est que le sommet de l'iceberg ! Entre les ateliers linguistiques, culinaires, les conférences avec des experts ultra-qualifiés, y'a de quoi faire toutes les semaines. À ce propos, il paraît que le bureau est en train de plancher sur un deuxième marathon cinéma, qui arrivera très bientôt. Cette fois-ci, Miyazaki s'invite entre les murs de l'IEP avec son univers magique, rien que pour ton divertissement (au moment où tu lis ça, la com' aura sans doute été faite, raison de plus pour aller checker l'Insta). Comme tu le vois, GMA ne cesse d'innover pour le plaisir de tous.

Pour finir, comment ne pas te parler de notre partenaire de rêve : Quoi thé, sur les quais.



Lieu des meilleurs afterworks qu'on te recommande très chaudement, même si tu y passes tout·e seul·e. Tu l'auras compris, GMA c'est ton plug Asie. Si quoi que ce soit se rapportant à ce continent t'intéresse, alors viens nous follow ou passe nous voir, tu seras bien accueilli·e ;)

Timothée THIEULIN

## Le Café-théâtre des Impers

Salle comble à la MAC 2 pour les deux représentations de la troupe de théâtre de Sciences Po Bordeaux, ces mercredi 15 et jeudi 16 janvier. Cette année encore, les 34 comédien·ne·s de la troupe ont inauguré le semestre avec humour, sous les flashes de *Déclic*.

Un trait de khôl sous les yeux, un peu de poudre : l'heure est venue de s'élancer sur scène. Pendant quatre mois, iels se sont remonté les manches afin de proposer un spectacle de 2 heures. *L'InsPo*

Sous les feux de la rampe, iels ont présenté 14 sketches composés de réécritures, d'extraits théâtraux ou cinématographiques, avec des classiques comme *Les Bronzés*, mais aussi des créations originales à l'instar du sketch *Défaites de Mariage*. « Le public était au rendez-vous et nos comédien·ne·s aussi. Nous sommes tous fier·e·s d'eux », me confient très ému·e·s Juliette et Maiann, avec qui je co-préside l'association. Un sentiment que nous partageons face à l'implication de tout le monde et l'accueil chaleureux que nous a réservé l'auditoire.

Les 240 spectateurs ont été ravi·e·s par cette parenthèse artistique, mais aussi rassasié·e·s

grâce aux mets proposés par *La Marmite*. De quoi mettre en bouche avant la représentation de fin d'année des *Impers*, dont le nom sera bientôt révélé. Le rendez-vous est fixé pour les 8 et 9 avril prochains au théâtre Molière afin d'assister à un spectacle placé sous les auspices de l'impertinence !

Céline DEVEAU



# Si tu savais, sous nos pieds, tous les papiers ...

Ce mois-ci, *L'InsPo* vous invite à découvrir Alexandra, une gardienne discrète mais dont son rôle est essentiel pour faire vivre la mémoire de notre IEP.

**L**undi 13 janvier, 14h.  
Nous rencontrons Alexandra Bellot, archiviste de Sciences Po Bordeaux depuis 2020. Rigueur et passion sont au cœur de sa mission : préserver l'histoire de l'institution.

**Jeudi 16 janvier, 13h30.** Changement de décor : direction les sous-sols. Un véritable labyrinthe abrite une pièce où des milliers de documents papier sont soigneusement classés et protégés.

**De l'ENM à Sciences Po Bordeaux : l'histoire d'une archiviste**

Arrivée en 2020 à l'IEP suite à une création de poste, Alexandra devient la toute première archiviste de l'établissement. C'est presque par hasard qu'elle se

tourne vers le métier singulier de la conservation.

Après un doctorat en histoire de l'art, vient la question de l'après : "Je ne me dirigeais pas vers l'enseignement ni la recherche, et le métier des archives m'intéressait beaucoup. Forcément, en préparant ma thèse j'ai passé de longues heures à décrypter, analyser toutes sortes d'archives", confie-t-elle. On lui recommande alors le diplôme d'archiviste proposé par l'Université de Poitiers : "Je me suis dit, pourquoi pas ? J'avais fait un stage passionnant à la bibliothèque de la Comédie-Française, et je me voyais bien travailler dans cet univers."

En 2017, Alexandra arrive à Bordeaux pour effectuer son dernier stage à l'École Nationale

de la Magistrature. Ce stage se transforme rapidement en un premier poste en tant que chargée de mission archives. Pendant deux ans, elle assure la gestion des fonds archivistiques en plus d'organiser les célébrations des 60 ans de l'école. Par le bouche-à-oreille, elle apprend qu'un poste d'archiviste est en préparation à l'IEP. Lorsque l'offre paraît, elle saisit l'opportunité sans hésiter et décroche le poste.

**50 ans d'archives : ce que deviennent nos dossiers étudiants**

Lorsque l'on évoque le terme "archives", on imagine souvent des piles de vieux papiers poussiéreux et oubliés. Pourtant, tous les documents produits par l'établissement, qu'ils soient papiers ou numériques, deviennent des archives. Comme le souligne Alexandra : "Les archives sont publiques, inaliénables et imprescriptibles." En d'autres termes, on ne peut ni les vendre ni les détruire sans respecter des procédures définies.

Mais leur durée de vie varie : "les dossiers étudiants, par exemple, c'est 50 ans, les documents financiers 10 ans, et ceux du personnel jusqu'à 80 ans" précise-t-elle. Une fois ces délais écoulés, deux principales options s'offrent à l'établissement : détruire les documents de façon



Alexandra Bellot, archiviste de Sciences Po Bdx. Crédit : L'InsPo.

sécurisée, ou les transférer aux archives départementales notamment s'ils revêtent un intérêt historique.

Cette conservation n'est pas qu'une question de tradition : "Les archives permettent à l'établissement de justifier ses actions," explique Alexandra. Elles peuvent notamment aider un ancien étudiant à prouver qu'il a bien étudié à l'IEP ou à un agent de valider ses droits à la retraite. Toutefois, l'accès au local des archives est limité et protégé : "Généralement, il n'y a que moi qui fais les recherches d'archives," témoigne Alexandra.

**"Les documents que nous produisons aujourd'hui seront le patrimoine de demain"**  
- Alexandra Bellot

**Papiers, Pixels et Pandémie : comment le numérique redéfinit les archives ?**



Les copies des diplômés 1999-2000, archivées.  
Crédit : L'InsPo.

Conserver ces documents n'est pas sans défis. Le passage du papier au numérique, amplifié par la pandémie, a changé la gestion des archives. "Les documents que nous produisons aujourd'hui seront le patrimoine de demain," affirme Alexandra. Avec le numérique, l'archiviste ne se contente plus de gérer des documents physiques : "On s'intéresse à qui l'a créé, quand, pourquoi", ajoute-t-elle.

Face à ces enjeux, un outil clé a émergé : le logiciel Élise, mis en place depuis 2021. Il permet de suivre chaque document numérique, de sa création à son archivage. "Un devis créé aujourd'hui peut être programmé pour être conservé 10 ans" témoigne Alexandra. Ce système a permis de gérer plus de 16 000 documents numériques, simplifiant et automatisant leur gestion.

Pourtant, malgré la transition numérique, "il y a toujours autant de papier," note Alexandra.

**Les défis de la conservation : entre température, risques et précautions**

Au sous-sol, tout est millimétré. La température doit rester entre 16 et 23 degrés et le taux d'humidité ne doit pas dépasser les 55%. Pourtant, le papier n'est pas à l'abri de dégradations. Il y a quelques années, un dégât des eaux avait déjà endommagé certains documents : "Comme certaines étaient mal entreposées, elles ont pris l'eau" explique Alexandra. Et le problème de place, c'est un

peu la bête noire du métier.

Conservées dans ce que l'on appelle des "magasins", les archives s'entassent vite. Tout se calcule en mètres linéaires, à savoir un mètre sur une étagère. Le maximum étant 700, parfois, la place manque : "Au départ, il y avait des rayonnages réservés par service. Au bout d'un moment, ça a été un peu la guerre. Quand un rayonnage était plein, il grignotait sur un autre service."

Heureusement, des destructions sont régulièrement programmées mais la procédure est très encadrée : "Il faut toujours se référer au code du patrimoine", assure l'archiviste. La conservation suit elle aussi des règles strictes. Fini les trombones et pochettes, le plastique est à bannir, "ça va coller au document, et finit par le détériorer." Pour les archives numériques, la procédure peut paraître plus simple. "Notre logiciel permet de programmer les durées de conservation pour chaque document, mais elle est soumise au même cadre réglementaire que pour les archives papiers" assure Alexandra, avant d'ajouter : "Le document ne doit pas être supprimé en un clic !"

Souvent dans l'ombre, des professionnels comme Alexandra Bellot assurent avec rigueur la préservation d'une mémoire collective, entre passé et futur, tout en relevant les défis numériques de demain.

Anaé BALISTA  
& Andréa LALONNIER

# L'externalisation : entre Grenoble et Bordeaux, où en sont les IEP ?

En décembre dernier, *Mediapart* révélait les conséquences déléteres de l'externalisation du personnel d'entretien au sein de Sciences Po Grenoble. La rédaction, alertée sur le sujet, a voulu en savoir plus. Qu'en est-il à Bordeaux ? *L'InsPo* est allé à la rencontre de l'administration pour comprendre les choix de l'IEP.

**D**epuis novembre, Sciences Po Grenoble externalise le ménage et ses anciens salariés sont employés par Atalian, une entreprise de sous-traitance. Depuis novembre, leurs conditions de travail se dégradent.

**Que se passe-t-il à Grenoble ?** Cette décision a été contestée par de nombreux étudiants, élus du personnel et agents. Malgré leurs efforts, ils n'ont pas réussi à infléchir la position de la direction de l'établissement. Ils ont pourtant raison de défendre les droits de ces anciens salariés de l'IEP. En seulement un mois, ces derniers ont vu leur quotidien se détériorer. Quatre semaines de congés en moins, du retard dans les versements de salaires et un des temps pleins suite à un arrêt maladie, a été remplacé par un temps partiel, la même surface à nettoyer, elle, reste la même. Une réalité qu'a du mal à reconnaître Sciences Po Grenoble. Un sentiment de culpabilité ?

## Le ménage en proie à l'externalisation

Grenoble n'est pas un cas isolé. Les idées libérales se sont im-

posées depuis un moment dans le débat public et les défenseurs de l'externalisation sont en première ligne. Leur argument : l'optimisation des coûts. Seulement, l'enquête de Julie Valentin et François-Xavier Devetter [ndlr, *Deux millions de travailleurs et des poussières*] montre que le prix économisé par les entreprises, ce sont les salariés qui le payent. L'externalisation du ménage est délétere pour les personnes concernées. Externalisé, le personnel est souvent à temps partiel. Un travail peu coûteux pour l'entreprise mais

qui participe à la dévalorisation sociale de ces métiers. L'externalisation multiplie le nombre de salariés dont les tâches ne se réduisent qu'au seul nettoyage. La sous-traitance, enfin, est un environnement de travail qui ne favorise pas les relations entre collègues, constituant un obstacle au syndicalisme.

## Et à Bordeaux ?

*L'InsPo* s'est demandé si Bordeaux a suivi le même chemin que Grenoble. "Chaque IEP a sa propre politique. L'externalisation ou non du ménage n'a

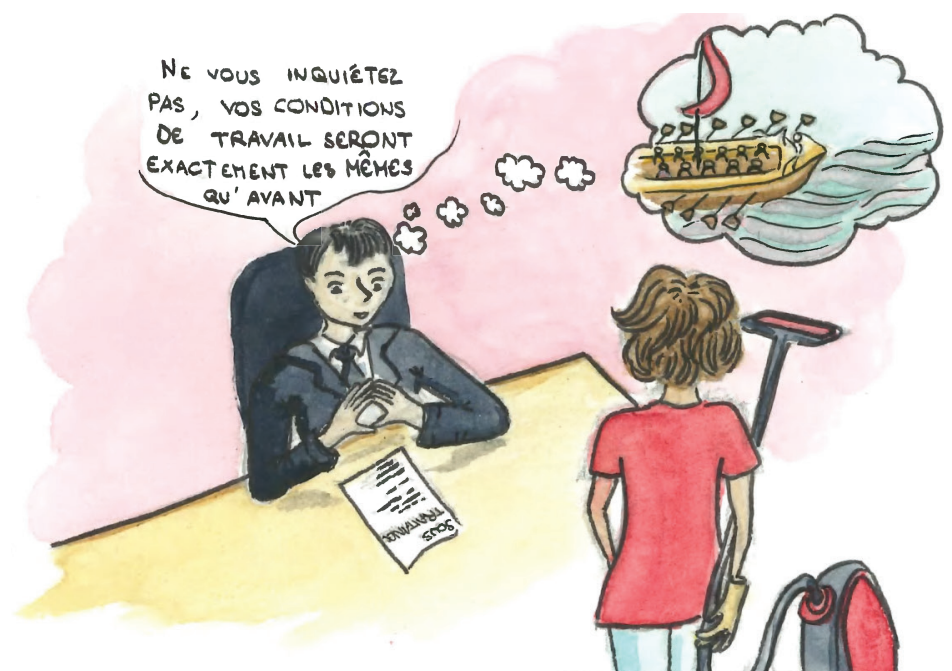


Illustration : Morgane.

jamais été abordée entre les différents directeurs”, signale Dominique Darbon, directeur de l'établissement. À Bordeaux, l'entretien est aujourd'hui majoritairement internalisé. “Avant, tout était externalisé mais les résultats n'étaient pas conformes à nos attentes.”, explique D. Darbon.

Pour la direction, c'est une question d'éthique mais pas que. L'IEP n'est “pas une entreprise qui doit rentabiliser son investissement. On est dans une logique de service public dans laquelle on prend en compte la qualité du travail de nos employés”, rappelle le directeur. Au-delà du profit, la nature de l'établissement joue dans l'équation. “Dans un bâtiment universitaire, il y a du passage sans arrêt”, explique-t-il. L'externalisation n'est pas le meilleur modèle car l'IEP a besoin “d'avoir du personnel disponible dans le temps, parce que les étudiants et enseignants ne cessent de rentrer et sortir.”, ajoute-t-il.

Mais pourquoi alors, une partie du ménage est toujours externalisée ? Wilfried Héraud, responsable de la logistique et de l'événementiel, a l'air de s'y connaître un peu plus. “Il y a ce qu'on appelle le plafond d'emploi. Sciences Po Bordeaux est sous la tutelle de l'État français, l'IEP ne peut embaucher que 135 temps pleins.”, signale-t-il.

Sciences Po Bordeaux doit trouver un équilibre entre personnel interne et externalisé au niveau des différents services de

l'établissement. Le ratio reste en fait un choix politique. Pour Wilfried, un autre facteur est en jeu : “le recrutement est de plus en plus difficile dans ces secteurs”. Externaliser permet donc de déléguer à une autre entreprise.

**“Les agents de mon équipe ont bien plus d'avantages que les agents des entreprises privées.”**  
- Wilfried

#### Employés par l'IEP ou par DeCA Propreté ?

Quand Wilfried est arrivé à ce poste, il n'y avait que des temps partiels “aux faibles rémunérations et horaires décalés. Désormais, on n'a que des temps pleins”, souligne-t-il. Cela a contribué à l'amélioration des conditions de travail du personnel de maintenance de l'IEP. Louable. Mais qu'en est-il des personnes qui nettoient 25% du bâtiment mais ne l'ont pas comme responsable ? De quel levier dispose Sciences Po Bordeaux pour s'assurer de leurs conditions de travail ?

Chaque quatre ans, l'établissement se plie aux règles du marché public et remet en concurrence le contrat. “Depuis le 1er janvier 2025, c'est l'entreprise DeCA Propreté qui s'occupe de l'entretien d'une partie de nos bâtiments.”, indique-t-il. Cette année, Sciences Po Bordeaux a intégré le développement durable et la

responsabilité sociale au questionnaire, “afin de sélectionner des entreprises qui traitent bien leurs salariés”, ajoute-t-il. DeCA Propreté est l'entreprise qui propose le plus de moyens humains. Cela permet aux agents d'avoir plus de temps pour effectuer les tâches et donc de moins se fatiguer.

Via le suivi de l'application de marché, Wilfried peut contrôler la responsabilité sociale de l'entreprise, afin de s'assurer des conditions de travail des agents : “ont-ils les EPI (équipements de protection individuelle)? Leur a-t-on proposé des formations ? Ont-ils reçu leurs primes? ”, explique-t-il.

Malgré de bons sentiments, une partie du personnel reste externalisée. Intrinsèquement cela implique de moins bonnes conditions de travail. Wilfried le reconnaît lui-même : “ce ne sont pas les mêmes métiers et les mêmes traitements salariaux. Les agents de mon équipe ont bien plus d'avantages que les agents des entreprises privées. Il est évident que le droit privé est moins intéressant.”

Clara LENÔTRE

# La casa de los papeles mais surtout des ordinateurs ?

## La Préfecture et les titres de séjour

L'immigration est souvent envisagée comme un phénomène sécuritaire global. Et si on changeait de niveau ? Que se passe-t-il au guichet de la Préfecture ? Comment les titres sont-ils délivrés ou refusés ? Afin de cerner les articulations entre le personnel, le procédural et la numérisation, Janèle, membre de Paroles d'Exil – association étudiante en lien avec la Cimade, une association de solidarité avec les exilés –, s'est entretenue pour le compte de *L'InsPo* avec Max-Auguste, en stage à la Préfecture de la Gironde.

**M**ax décrit un environnement informatisé où les agents sont surveillés, les dossiers apparaissent aléatoirement à l'écran et sont numérotés, et toute photo cachée pour éviter que certains soient favorisés et traités en priorité. La numérisation du processus le déshumanise et est critiquée par les associations. De plus, Max ne pense même pas qu'elle facilite le travail des agents car le système est complexe et les bugs fréquents.

Si cela transforme le travail en gestion de flux, selon les mots de Max, c'est souvent la "coopération pour naviguer dans ce système au mieux" qui est à l'œuvre. En effet, les agents ne sont pas là pour refuser des demandes, ils tentent aussi d'orienter les exilés. Si un dossier ne remplit pas les cases pour un titre en particulier, peut-être qu'il remplira les cases d'un autre. La Cimade prend aussi le relai du conseil, mais a un peu l'impression de mâcher le travail de l'État, puisque ce n'est pas censé être leur rôle. Max attribue cela au manque de personnel.

C'est au moment du guichet que la marge individuelle intervient selon lui, en se montrant "aidant et compréhensif" pour tenter "de compenser la dureté de la procédure". Certains agents perçoivent même leur travail comme ayant un rôle social, malgré la rigourisation des consignes. Mais la barrière de la langue complexifie le travail de conseil, que ce soit à la Cimade ou à la Préfecture. Quand des indications sont données, il n'est pas sûr qu'elles aient été comprises, et ce, même si la Préfecture peut faire appel à un service de traduction téléphonique.

À Bordeaux, certaines de-

mandes sont systématiquement refusées par manque de moyens, comme les autorisations extraordinaires au séjour (AES). Quand la Préfecture ne répond pas dans les délais, cela vaut refus. Or l'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) intervient dans le cas de ces rejets. C'est pour cela qu'il est primordial d'avoir été bien orienté, car elle est absolument à éviter, celle-ci bloquant généralement les nouvelles démarches auprès de la Préfecture. La Cimade peut alors faire appel à des avocats pour tenter de lever l'OQTF.

Zoé ALCAIDE



Crédit image : Mourad Alili / France Info

# L'impossible compromis français

Six mois après les dernières élections législatives, force est de constater que la situation politique reste instable. En censurant le gouvernement Barnier qui reposait sur une alliance tacite avec le RN, l'Assemblée a acté l'échec du Premier ministre à former une coalition stable et durable.

Son successeur a tenté d'obtenir des partis un accord de non-censure en échange de quelques concessions, dont le lancement de discussions sur la réforme des retraites. Cet accord, finalement accepté par le Parti Socialiste (PS), semble fragile, alors que la question de la sincérité de F. Bayrou se pose. En effet, cette alliance de circonstance illustre plus le désir de la classe politique de ne pas paraître responsable de la crise qu'une réelle volonté politique de parvenir au compromis. Les responsables politiques ont ainsi du mal à cacher leur plus grand attrait pour la prochaine élection présidentielle que pour la résolution de la situation actuelle – et ce quelle que soit leur appartenance politique. Alors que la possibilité d'un changement de système se dessine, la classe politique semble incapable de se détacher de la conception traditionnelle du pouvoir de la Ve République, et d'accorder enfin au Parlement la place qu'il mérite.

## Mettre fin à l'exception française

Car la France est bien seule en Europe : si ce n'est en Grande-Bretagne, le scrutin majoritaire n'est utilisé nulle part ailleurs – la proportionnelle prévaut. Le



Illustration : Morgane.

spectre de l'instabilité des IIIe et IVe Républiques, souvent agité pour éluder le problème, semble bien obsolète.

Les pays nordiques, parangons de la démocratie, ont bien des choses à nous enseigner sur le sujet. En Suède par exemple, chaque parti présente aux élections une liste de candidats avec un ordre prédéfini, sur lequel le citoyen peut influencer pour en asseoir la légitimité. Mécaniquement, la proportionnelle fait que le nombre de partis accédant au Parlement est assez conséquent pour forcer les leaders à négocier ; de surcroît, un seuil de 4 % évite la démultiplication des partis, cauchemar honni de nos Parlements d'antan. C'est que la culture politique nordique est fondée sur le consensus. Il est tout à fait courant de discuter

avec l'adversaire pour s'accorder sur un programme qui permette de dégager une majorité de gouvernement, les négociations se déroulant sous l'égide du président du Parlement.

D'aucuns avancent que la politique française est trop passionnelle pour être sujette à compromis : le système nordique a pourtant fait ses preuves, la Scandinavie étant un havre de paix en matière d'avancées sociales. La solution serait-elle toute trouvée ? Pour sortir de nos retranchements colériques et renouer le dialogue politique, il faut mettre fin à l'exception française.

Quentin MACHADO  
& Ferdi MAILLET

# Moyen-Orient : les bonnes affaires de l'Occident au mépris des droits humains

L'année 2025 commence à peine que le droit international, éternel paillason des puissants, se fait piétiner par l'actualité. Diatribes de Trump contre la souveraineté du Groenland, poursuite de l'expansionnisme israélien, suspicions de génocide au Soudan ... Moins médiatisés, les intérêts économiques – en particulier occidentaux – jouent pourtant un rôle particulier dans la fuite en avant vers la déstabilisation du Moyen-Orient.

L'argent, c'est le nerf de la guerre – tout le monde s'accorde sur ce point. Le souci advient lorsque djihadistes, multinationales occidentales et gouvernants peu convenables s'entendent à merveille pour le faire couler à flot dans leurs intérêts propres, au mépris du droit international.

## L'or noir qui gît près de Gaza

Au large de la bande de Gaza, des poches de gaz naturel découvertes au tournant du siècle suscitent bien des appétits. Délaissées un temps faute d'accord entre les autorités palestiniennes et israéliennes, elles reviennent sur le devant de la scène fin octobre 2023 lorsque Tel-Aviv annonce octroyer des licences d'exploration à trois multinationales occidentales.

Outre un timing fort pressé (trois semaines seulement après le déclenchement du conflit avec le Hamas), la décision s'attire les foudres des ONG pro-palestiniennes, qui dénoncent une violation flagrante du droit international. D'une part, les licences empiètent sur les eaux souveraines gazaouies (la ZEE), pourtant reconnue par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. D'autre part, la Palestine est internationalement reconnue



Un rassemblement palestinien dans le port de Gaza. Crédit : Middle East Eye.

comme un État – par les trois quarts de l'ONU, rappelons-le. Par conséquent, comme l'a rappelé le récent arrêt de la Cour Internationale de Justice contre Israël en juin, l'occupation israélienne comme l'exploitation des ressources issues du pillage colonial sont illégales et qualifiables de crimes de guerre.

La poursuite des activités d'exploration comme d'exploitation de ces multinationales est très discutable : le profit économique doit-il passer devant le droit international et les intérêts légitimes du peuple palestinien ? La question semble déjà élucidée, tant les cas d'analogies font pléthore. Pour ne citer qu'un exemple, nombreuses sont les banques françaises (BNP, SG, LCL...) et les compagnies hôte-

lières comme Airbnb ou Booking qui ont été épinglées pour leur financement d'entreprises israéliennes directement liées à la colonisation en Cisjordanie.

## Ciment français et djihadistes syriens

Le cas le plus emblématique de compromission d'une multinationale reste celui de Lafarge en Syrie. En 2007, le géant français installe près d'Alep la plus grande cimenterie de la région ; et lorsqu'en 2011 le Printemps arabe amène la guerre civile dans le pays, le groupe reste déterminé à continuer de faire tourner la poule aux œufs d'or. Il le fait sciemment, au détriment de la sécurité des employés et de l'embargo international visant à endiguer l'expansion djihadiste.

Alors que la situation empire, les troupes islamistes se rapprochant de la ville, les dirigeants achètent un sursis pour l'usine en s'arrangeant avec l'État islamique sur des pots-de-vin toujours plus faramineux. Sans surprise, cela n'évite guère l'entrée de Daech dans la ville en 2014.

Le journalisme d'investigation et une plainte de Bercy aidant, Lafarge se retrouve traîné devant les tribunaux, croulant sous les preuves de violation du droit international. Non seulement le groupe a directement financé les activités terroristes pour acheter sa sécurité, mais il s'est également fourni en matières premières auprès de producteurs affiliés à Daech, violant ainsi délibérément le régime de sanctions économiques. Car – et difficile d'éviter ici l'ironie – c'est pourtant toute l'utilité d'un embargo dans un État failli, on ne sait jamais bien si son argent

atterrit entre de bonnes mains.

### **Juteux contrats sous le soleil saoudien**

En général, à Paris, plus c'est classifié, plus c'est foireux : les ventes d'armes françaises ne dérogent pas à la règle. Alors que la France avait déjà été vivement critiquée pour ses contrats passés avec l'Égypte du dictateur Al-Sissi en 2013 – lequel fait peu de considération de ses civils et opposants politiques –, c'est au tour des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite de se retrouver dans les journaux en 2021 après une fuite de documents confidentiel-défense dans Disclose.

C'est que Matignon a donné son accord pour livrer des milliers d'obus qui atterriront tout droit sur le sol yéménite. Pourtant, l'exportation d'armes est soumise à une procédure très stricte visant à respecter

les engagements de la France en matière de droit international – à savoir, justement, ne pas permettre de crimes de guerre contre des civils. Qu'importe. Les quatre cent mille morts au Yémen depuis 2014, de toute manière sous-médiatisés par les journaux, ne sont que bien peu face à l'opportunité économique que représentent les trois clients additionnés. Entre 2013 et 2022, ils ont passé plus de 43 milliards d'euros de commandes. Classifier pour ne froisser personne, voilà la stratégie : il serait fâcheux de devoir lâcher nos principaux partenaires économiques en matière de ventes d'armes !

Mais réjouissons-nous : souvent (mais pas toujours), les tribunaux français et internationaux finissent par rappeler les potentats économiques à leurs responsabilités.



Emmanuel Macron accueillant le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane à l'Élysée en 2022. Crédit : Bertrand Guay / AFP.

# La haine est dans le pré : retour sur l'accord UE-Mercosur

Des bagnoles contre des vaches. Dans un silence glacial, l'accord UE-Mercosur s'apprête à être ratifié malgré le désaccord de la France. Signé le 6 décembre dernier, le traité détricote notre exception agricole. À la clé : une concurrence sauvage, des produits dont les normes ne respectent pas nos standards, l'émission d'à minima dix millions de tonnes de CO2 supplémentaires et la dérégulation du marché bovin avec l'importation de 99 000 tonnes de viande dopée aux antibiotiques. S'ils ont faim, qu'ils mangent de la brioche ... aux OGM. En espérant acheter le silence de nos paysans à coup de chèques, nos classes dirigeantes révèlent leur mépris d'une profession endeuillée par un suicide tous les deux jours. Rien de surprenant venant de l'UE qui accorde la majorité des subventions de la PAC (Politique Agricole Commune) aux géants de l'agro-industrie, gloutons véreux retenant en respiration artificielle nos exploitations familiales.

Honte aussi à la récupération politique des populistes. Si des bouffées délirantes nous assaillent à la vue d'Éric Zemmour pavanant sur un quad, il devient urgent de lutter contre la rhétorique raciste d'une extrême droite qui tente avant tout

de diviser. Qu'elle soit sur l'asphalte ou dans les champs, cette France demeure celle d'en bas. Dépeints, au choix, comme des guignols sur M6 ou bien comme les assassins d'une nature qu'on prétend mieux connaître, difficile d'ignorer l'ire des agriculteurs. De leur côté, les syndicats agricoles illustrent le chaos ambiant. Majoritaire, la FNSEA, organisme va-de-la-gueule, impose la vision de ses gentlemen farmers, en réalité, PDG d'exploitations ultra-extensives. La Coordination Rurale possède quant à elle la tête un peu trop proche du bonnet ... jaune. Sa résistance reste décrédibilisée par l'envie chez certains de s'habiller en brun. Défenseuse d'une agriculture raisonnée, La Conf' demeure bien trop cliquante pour fédérer une profession disparate, où existe un fossé entre le céréalier de la Beauce et le vigneron sancerrois.

La France lutte contre la ratification, mais elle risque de peiner à trouver les quatre pays représentant au moins 35 % de la population européenne, nécessaires pour former une minorité de blocage. Ces désaccords davantage nationaux que partisans

illustrent les tensions intrinsèques à une Union qui porte désormais mal son nom. Pendant ce temps, l'extrême droite fait son nid et esquisse le crépuscule de nos démocraties.

La planète, elle, hurle toujours plus fort alors que l'on s'apprête à donner notre bénédiction à un accord mortifère. Au programme des réjouissances : saigner l'Amazonie à blanc et nous empoisonner. Et, l'Europe, passée de souveraine à bouffonne du roi, opine du chef face à la grande messe de l'ultra-libéralisme.

Céline DEVEAU

ACCORDS DU MERCOSUR: UNE SOLIDARITÉ DU CONSOMMATEUR FRANÇAIS POUR SES AGRICULTEURS?



Illustration : Paul KLEIN

# Pour ou contre : quitter X ?

Depuis quelques mois, les médias fuient comme la peste le réseau social X repris par Elon Musk. *Mediapart*, *Libération*, le groupe *Le Monde* ... Mais qu'attendez donc *L'InsPo* ? Peut-être d'avoir un compte X ... À défaut de pouvoir faire une sortie fracassante, notre rédaction lance le débat.

## POUR

*Greenpeace*, *Mediapart*, *The Guardian*... nombreux sont les politiques, médias et organisations qui ont décidé de quitter X ces dernières semaines. Depuis son rachat en 2022 par Elon Musk, la plateforme a vu les infox et les contenus haineux se multiplier, alors que le milliardaire a procédé à une réduction drastique de la modération. De quoi convaincre – à raison – nombre d'utilisateurs de s'en séparer.

Ceux qui font au contraire le choix de rester avancent une volonté de résister au sein du réseau social. Un argument qui s'entendrait parfaitement, si ce même réseau n'était pas utilisé par son propriétaire pour promouvoir les contenus qu'il souhaite diffuser. Comment être sûr que ces tweets ne se noient pas dans le flot continu de propos faux et haineux de l'algorithme ?

De plus, en dehors de sa volonté de mettre en avant des propos nocifs, le propriétaire de X a fait plusieurs tentatives d'ingérence en Europe, en soutenant de nombreux partis d'extrême droite. Il a déjà réussi à influencer les élections américaines : on ne peut pas le laisser menacer nos démocraties.

Oui, garantir des espaces de débats sur internet est essentiel. Mais X n'y est plus propice, et encore moins irremplaçable : des alternatives, à l'instar de Bluesky ou Mastodon, existent. Si l'on n'envoie pas de message fort en quittant massivement la plateforme maintenant, qui sait quelles conséquences cela aura ?

Janelle

## CONTRE

Ah, ce bon vieux X. Si la désinformation était une constellation, alors la plateforme en serait sans doute l'étoile du Nord. Enfin l'élément central, quoi.

Oui, depuis le rachat de la plateforme par Elon Musk, les attaques xénophobes et les propos complotistes s'y sont multipliés. Mais à vous, mes lecteurs, vous que je sais être de véritables chantres de la raison et de la rigueur, je pose une question : que deviendrait Gotham City sans Batman ?

Les utilisateurs de Bluesky ont déjà quitté le navire Twitter, l'abandonnant à son naufrage. Il ne reste que vous, seuls face à la brutalité du monde. Abandonneriez-vous le combat en les suivant après des années de lutte acharnée face aux affreux complotistes ? Je n'ose y croire. Non, vous ne pourriez abandonner la plateforme aux seuls @françaisdesouchedu73 et autres @mascu\_mentalité. Camarades, ne laissez pas la masse apolitisée face à ces inepties. L'heure est à la lutte, chers amis, ne vous en déplaise. Fermez vos rideaux, enfilez votre plus beau jogging du dimanche et twitez. Twitez jusqu'à ce que votre appareil glisse de vos mains moites. Jusqu'à ce que tendinite s'en suive.

Et si ce @françaisdesouchedu73 se dresse un jour devant vous, vous saurez qu'il existe. Cela vous économisera bien des débats inutiles sur les différentes nuances de rouge ou de rose, et vous rappellera que parfois, il est nécessaire de se souvenir que le racisme est puni par la loi.

Paul KLEIN

P.S : le contre a été écrit antérieurement au salut nazi

# Entre éloignement et opportunités : l'expérience des ultramarins à l'IEP

Loin de leurs îles, de leurs familles, de leurs amis, ils sont environ une vingtaine d'ultra-marins à intégrer chaque année l'enceinte de Sciences Po Bordeaux. Entre choc culturel, difficultés d'insertion mais également nouvelles opportunités, leur parcours est généralement rythmé par une succession de hauts et de bas souvent méconnus du grand public. Pour mieux comprendre cette réalité, *L'InsPo* vous invite à explorer en profondeur les défis auxquels sont confrontés les étudiants d'outremers.

“**M**algré certaines appréhensions, ce départ, je l'attendais.” Ces mots, nombreux de nos interviewés les ont prononcés. En effet, pour de nombreux étudiants ultramarins, venir en métropole et à Sciences Po Bordeaux équivaut à une forme de consécration, à l'aboutissement d'un travail ardu portant enfin ses fruits. En quête de nouvelles expériences, ils n'hésitent pas à plonger dans l'inconnu afin de bénéficier de cette opportunité unique. Pour cela, ils sont contraints de laisser derrière eux nombre de leurs attaches, se retrouvant presque

seul dans un cadre et un environnement peu familier.

**Les différences culturelles, une première épreuve à surmonter ?** "Je me sentais un peu comme un alien," confie une étudiante interrogée. Qu'il s'agisse de nouveaux arrivants ou d'étudiants plus expérimentés, le constat reste le même : les premières semaines à l'IEP, tant sur le plan académique que social, sont souvent marquées par une phase d'adaptation déconcertante. Sans aller jusqu'à parler de "choc culturel", les différences entre la métropole et les territoires d'outre-mer se font rapi-

dement sentir.

"À vrai dire, on s'est très vite retrouvés entre étudiants ultramarins," raconte une autre étudiante. Ce phénomène met en lumière une réalité : dans un environnement peu familier, on se tourne instinctivement vers ceux qui partagent des repères communs. Si cette dynamique n'est en aucun cas perçue comme négative – tous soulignent la richesse des rencontres réalisées au fil du temps –, elle révèle néanmoins les défis d'intégration auxquels font face chaque année de nombreux étudiants venus d'outre-mer.

Cependant, tout n'est pas si



tranché. Aujourd'hui, toutes les personnes interrogées s'accordent à dire qu'elles profitent pleinement de leur scolarité. Pour certains, le temps a permis de dissiper les a priori et de faciliter l'adaptation. Pour d'autres, c'est grâce à la mobilité et aux nouvelles rencontres qu'ils ont pu élargir leurs horizons et s'ouvrir davantage. Tous dressent alors un bilan similaire : les échanges et l'expérience finissent par transformer les obstacles en opportunités d'enrichissement personnel et collectif !

### Le manque familial, entre préparation et dure réalité.

Pour les étudiants ultramarins, s'intégrer dans un nouvel environnement social n'est qu'une partie des défis à relever. L'éloignement géographique et l'absence de la famille s'imposent comme des épreuves majeures, en particulier pour ceux venant de régions éloignées comme la Nouvelle-Calédonie, située à plus de 22 000 kilomètres de la métropole. Ce manque familial, souvent ressenti avec intensité, devient l'une des principales sources de découragement et de tristesse. Malgré une préparation en amont, beaucoup s'efforcent de composer avec ce sentiment d'absence. Pour y parvenir, les étudiants misent sur les appels téléphoniques et vidéos, bien que ces solutions soient parfois entravées par le décalage horaire et leur charge de travail personnel.

Cependant, tous ne sont pas complètement isolés. Certains peuvent compter sur le soutien de proches ou d'amis partageant

Départements et territoires d'outre mer				
Numéro	Nom	Région	Nbre de candidats	Reçus
<b>Cursus général : 4335 candidats, 275 inscrits</b>				
971	Guadeloupe	DROM	15	3
972	Martinique	DROM	19	5
973	Guyane	DROM		
974	La Réunion	DROM	80	9
975	St-Pierre - et - Miquelon	DROM		
976	Mayotte	DROM	4	1
978	Saint - Martin	DROM		
<b>TOTAL</b>				<b>18</b>
986	Wallis et Futuna	Territoires d'outre mer		
987	Polynésie Française	Territoires d'outre mer	14	1
988	Nouvelle Calédonie	Territoires d'outre mer	13	1
<b>TOTAL</b>				<b>2</b>

Recensement des étudiants ultramarins à L'IEP en 2023. Crédit : Association outre-mer.

des expériences similaires, un appui précieux qui adoucit les premières années d'études. Par ailleurs, une approche positive émerge parfois face à cette réalité. En quatrième année, par exemple, certains étudiants estiment que l'épreuve de l'éloignement leur a permis de développer des compétences utiles, notamment dans le cadre de la mobilité internationale. Cette perspective démontre que le manque peut également devenir une force et un levier d'adaptation.

### Quelles aides offre Sciences Po Bordeaux à ces étudiants ?

Pour accompagner les étudiants ultramarins dans leur parcours, Sciences Po Bordeaux a déployé plusieurs dispositifs visant à faciliter leur insertion au sein de l'IEP et du territoire métropolitain. Conscient des difficultés spécifiques rencontrées par ces étudiants, l'établissement propose notamment un système de tutorat, permettant à chaque étudiant d'être mis en relation

avec un membre de l'équipe pédagogique pour échanger librement sur ses impressions.

Toutefois, ce dispositif ne fait pas l'unanimité parmi les étudiants concernés. Le tutorat est en effet souvent jugé insuffisant : avec seulement deux rencontres formelles par an, il est perçu comme trop limité pour créer des liens solides ou offrir un réel soutien. Bien que les enseignants se montrent disponibles en dehors de ce cadre, nombre d'étudiants estiment que cet outil manque de visibilité et d'impact. Aussi, certains de nos interviewés critiquent les différences d'aides entre les étudiants étrangers et ultramarins, exprimant notamment leur volonté d'être traités comme ces derniers.

Il reste encore du chemin à parcourir pour soutenir nos ultramarins, mais la dynamique est enclenchée. Les années à venir s'annoncent très prometteuses pour nos futurs étudiants d'outremers.

Basile MARIANI

# Sommes-nous encore Charlie ?

Le 7 janvier 2015, deux terroristes faisaient irruption dans les locaux du journal satirique Charlie Hebdo, tuant 12 personnes. En réaction à cette semaine noire, prolongée par l'attentat de l'Hyper Cacher, le 11 janvier, plus de 4 millions de personnes descendirent dans les rues pour rendre hommage aux victimes et défendre la liberté d'expression. Mais que reste-t-il de l'esprit Charlie, 10 ans après la tuerie ?

**L**e crayon contre le fusil  
« Je suis Charlie ». Ces pancartes noires et blanches traversent les rues de la capitale. Devant le cortège, des dizaines de chefs d'État sont réunis, formant un front : un front pour la liberté de la presse et d'expression, un front contre le terrorisme, un front pour rendre hommage aux victimes. Cette marée noire marquera les esprits en lançant un élan de solidarité et d'humanité partout en France. « Ils ne tueront pas la liberté », titre Le Parisien ; « La liberté assassinée », écrit Le Figaro ; « Nous sommes tous Charlie », à la Une de Libération ; ou encore « Le 11 septembre français » pour Le Monde. La presse française dénoncera de manière unanime les attentats et sera rejointe par les journaux internationaux. Il y aura un avant et un après 7 janvier 2015. Contre la violence, le rire et l'humour sont « incroyables » pour Charlie Hebdo, qui continue de publier ses caricatures chaque semaine. Contre la haine et la barbarie, la plume est devenue notre rempart.

**Le combat pour la liberté d'expression et de la presse aujourd'hui**

Après les attentats de 2015, plu-

sieurs initiatives ont été mises en place pour garantir la liberté d'expression et défendre les droits des journalistes. En France, la loi du 14 novembre 2016 « prévoit que les journalistes ont le droit de s'opposer à toute pression, de refuser de divulguer leurs sources et de refuser de signer un article ou une émission si une partie du contenu a été modifiée à leur insu ou contre leur volonté. » À l'échelle européenne, l'Union protège maintenant les journalistes contre les « poursuites-bâillons » (actions en justice visant à intimider et à faire taire un journaliste, en portant plainte pour diffamation, par exemple). En dehors du cadre législatif, différents mouvements et associations se sont affirmés pour garantir les droits de la presse. La plus connue est sûrement Reporters sans frontières, une ONG qui se bat pour la liberté de la presse et l'autonomie des médias partout dans le monde. Néanmoins, pour combattre ceux qui rejettent la liberté d'expression, le meilleur moyen demeure l'éducation. Dès le CM2, ce droit est au cœur de l'Enseignement Moral et Civique (EMC) mais également dans les programmes d'histoire et de français. Ainsi,

le combat pour la liberté d'expression et les droits de la presse demeure une priorité essentielle pour construire une société plus juste et résiliente.

**Chez les 18-30 ans, un tiers « considèrent qu'on ne peut pas dire et caricaturer n'importe quoi sous couvert de liberté d'expression. »**

**La République face à ses tabous**  
Pourtant, 10 ans après, l'esprit Charlie n'est plus partout dans nos rues. Les débats sur la laïcité ou sur le droit au blasphème refont surface. Le 16 octobre 2020, le professeur Samuel Paty est décapité pour avoir montré des caricatures de Charlie Hebdo à ses élèves. Alors que, quatre ans plus tôt, la France s'était levée pour défendre la liberté, un enseignant est assassiné. Malgré les alertes, la République n'a pas su protéger ses citoyens et a manqué à son devoir. De nombreuses interrogations subsistent alors : quelle est la place de la liberté d'expression dans notre société ? Selon un sondage Ifop-Fondation Jean-Jaurès, 76 % des Français assurent que « la



Affiche *Je suis Charlie* portée sur la Place de la République en janvier 2015. Crédit : Berthine.

liberté d'expression est un droit fondamental, la liberté de caricature en fait partie. » Un chiffre qui a augmenté de 18 points depuis 2012. Le combat est-il en train d'être gagné ? Hélas, pas chez les 18-30 ans, où un tiers « considèrent qu'on ne peut pas dire et caricaturer n'importe quoi sous couvert de liberté d'expression. » De même, 31 % des jeunes « pensent que Charlie Hebdo n'aurait pas dû publier ces caricatures. » Ce sondage remet en question l'ensemble du chemin parcouru en 10 ans et nous pose la question : sommes-nous encore Charlie ?

**Et pour vous, que signifie « l'esprit Charlie » ?**

En sillonnant les couloirs de l'IEP, nous vous avons posé la question : « Pour vous, que si-

gnifie l'esprit Charlie ? ». Évidemment, la liberté de la presse et d'expression revient toujours au centre des réponses : « Pour moi, c'est pouvoir tout dire, même si on te menace » ou bien « Charlie Hebdo est un journal satirique, il doit avoir le droit de dire ce qu'il veut. ». Le droit de tout dire, certes, mais d'autres étudiants rappellent que certaines personnes, suivies par des milliers d'autres, invoquent la liberté d'expression pour partager des choses démontrées fausses par toute une communauté scientifique. Le défi est donc de taille. Dernièrement, Mark Zuckerberg, propriétaire de Meta, a mis fin au « fact-checking » qui traquait les fausses informations sur Instagram. Elon Musk, de son côté, fait de son réseau social X un défouloir où travaux

scientifiques et paroles de complotistes se mélangent. En tant qu'étudiants à Sciences Po Bordeaux, nous devons et devons lutter contre ces informations haineuses et ces fake news, pour préserver notre droit à la liberté d'expression, tout en empêchant son instrumentalisation.

Antoine TRIN

**« Pour vous, que signifie l'esprit Charlie ? »**

# Une part manquante : Le voyage émotionnel d'un père, vers l'ombre d'une fille

Jay parcourt Tokyo chaque jour, au volant de son taxi, à la recherche de sa fille Lily, séparé d'elle depuis neuf ans. Un film inspiré d'une histoire vraie, qui lève le voile sur un phénomène social méconnu au Japon, où la garde partagée est pratiquement inexistante.

Jay arpente sans relâche les rues animées et mélancoliques de Tokyo, dévoilant la réalité complexe des séparations familiales.

## Une quête désespérée

Des milliers de parents, japonais ou étrangers, comme lui, sont privés de tout contact avec leur enfant après une rupture. Un combat contre les murs invisibles de la justice et de la société japonaise, pris dans un système où la première personne à partir avec l'enfant obtient la garde exclusive. Au Japon, la loi ne reconnaît pas l'enlèvement parental comme un crime, des enfants disparaissent sans laisser de trace, et le parent privé de son enfant reste dans l'ombre. C'est ce que vivent chaque année près de 150 000 parents.

Romain Duris, touchant et intense, incarne un père porté par l'espoir immuable de retrouver sa fille. Une performance saisissante, alliant vulnérabilité, force et justesse. "L'amour pour les enfants est sans fin, il nous remplit entièrement ; en termes d'émotion et de sensibilité, cela nous habite", confie-t-il. À travers ses yeux, Tokyo devient le théâtre d'une recherche intime et universelle, explorant la force du lien parental face à l'adversité.

## Un écho à l'histoire de Vincent Fichot

L'InsPo

Expatrié français, il a vu ses enfants enlevés par leur mère japonaise. « J'ai manqué les premiers pas de ma fille. Mon fils pensait que j'étais parti à Hawaï, et ma fille que j'étais mort. Depuis six ans, ce sont les seules informations que j'ai pu obtenir. » Un scénario inimaginable pour ces parents dont le monde s'effondre. En 2020, *Le Monde* estimait que 200 à 300 Français étaient concernés.

En 2023, Vincent a lancé Reunite Ukraine, une application destinée à aider les enfants déplacés en Russie. Utilisée par les autorités ukrainiennes, elle permet à 12 000 parents répertoriés de rechercher leurs enfants et est devenue une application officielle de la police ukrainienne.

## Une immersion cinématographique

Entre les néons de la ville et les visages qui se succèdent et ne se ressemblent pas, entre modernité et tradition : une plongée dans la culture japonaise. Une part manquante est un cri du cœur pour tous les parents dans l'impossibilité

de jouer leur rôle. C'est un appel à la justice et à la reconnaissance des droits parentaux dans un monde où l'amour se heurte aux murs de l'indifférence.

Une nouvelle loi, adoptée en mai 2024, doit entrer en vigueur en 2026 et vise à remédier à cette situation. La première réforme du Code civil en 77 ans, répondant à la pression internationale pour réformer le droit de la famille japonais.

Lana BLANC

*Une part manquante*, de Guillaume Senez.  
Crédit : Allociné



# Pourquoi *Arcane* est bien plus qu'une série pour les fans de jeux vidéo ?

Que vous soyez fan de League of Legends ou à la recherche d'une nouvelle série à regarder, voici pourquoi *Arcane* mérite votre attention.

**A**rcane est une série animée américano-française inspirée de l'univers de League Of Legends. Cette série est avant tout une histoire de famille. Vi et Powder sont deux sœurs orphelines recueillies par Vander, leader de la rébellion déchue de Zaun. Le scénario porte principalement sur l'évolution de Powder et de sa relation avec sa sœur. Dans un contexte plus large, elle représente un peuple opprimé face à des privilégiés et l'impact du progrès sur le monde.

Une série qui explore les thèmes de la révolution et de l'oppression. Deux villes s'opposent : Pilltover, dirigée par un conseil, composé des membres des grandes familles, une ville où règnent l'ordre et la prospérité. De l'autre côté, on trouve Zaun, ou l'Undercity, ville régie par le crime, la corruption, à l'atmosphère totalement polluée.

On retrouve également les questionnements autour du progrès, de son utilisation et de ses risques. Hextech, le diamant bleu découvert par Jayce et volé par Powder, permet de faire des miracles. Mais s'il a la faculté de guérir des blessures, voire de ressusciter les morts, cette découverte peut également être utilisée à mauvais escient. Les Zaunites n'hésitent pas à l'exploiter pour fabriquer des armes surpuissantes et accroître leur force et

leur influence. À Pilltover, le conseil est plus partagé : Jusqu'où peut-on utiliser une invention ? Peut-on encore considérer cela comme un progrès si ses effets destructeurs surpassent ses bienfaits ?

Autre point positif de la série : il n'y a pas vraiment de véritables gentils ou de méchants. La plupart des personnages évoluent dans une zone grise et tentent de faire de leur mieux... sans forcément y parvenir. Jinx est sans doute le personnage aux émotions les plus complexes, dont les hallucinations peuvent aider le spectateur à mieux comprendre ses actions impulsives. Les autres personnages sont tout autant passionnants. Ekko, par exemple, qui semble faire l'unanimité, est qualifié de terroriste par Pilltover. Pourtant, c'est un véritable révolutionnaire qui cherche à améliorer le quotidien de son peuple et des compagnons. Viktor, un scientifique issu de Zaun venu à Pilltover, ou encore Mel, qui, en



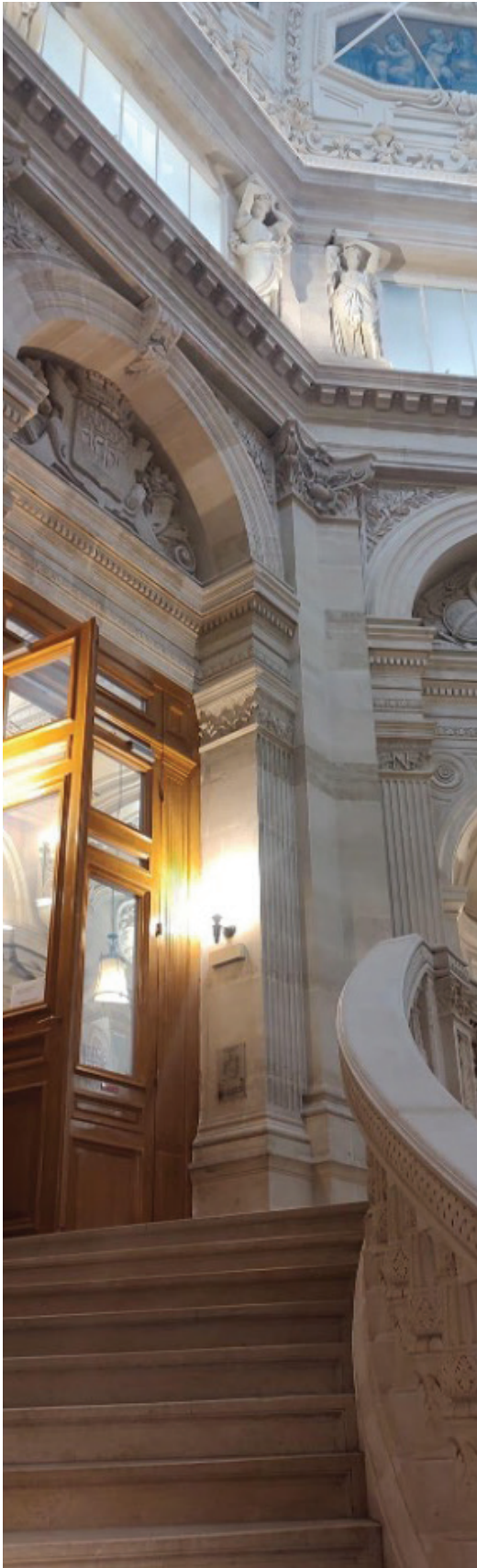
Série *Arcane*. Crédit : Allociné

opposition totale à sa mère, s'efforce de privilégier la diplomatie et d'éviter la guerre à tout prix, sont tout autant attachants.

Si vous aimez les dystopies, les histoires de familles compliquées, les personnages bien écrits et une animation soignée, *Arcane* a tout pour vous plaire. Et si vous n'êtes toujours pas convaincus, écoutez au moins la bande originale : elle saura vous envoûter !

Anouk J

# J'ai testé : Assister à un procès



Le tribunal de commerce de Paris. Crédit : L'InsPo

J'avais entendu dire qu'il fallait assister au moins une fois dans sa vie à un procès. À vrai dire, j'avais une vision assez caricaturale du monde judiciaire. Un mélange des séries à la *How to get away with murder* et des interviews des avocats à la télévision. Alors pour mieux comprendre, j'ai décidé d'assister à une audience.

Lorsque je me suis renseignée sur internet, je me suis retrouvée face à une myriade de sites qui affirmaient tous la même chose : tout le monde peut assister à une audience en se rendant dans un tribunal. Mais quel tribunal choisir ? Entre tribunal de commerce, tribunal administratif, cour d'assises, cour pénale, il y avait du choix ! J'ai fini par me décider pour le tribunal de commerce de Paris, qui s'occupe des contentieux liés aux entreprises.

Après m'être présentée à l'accueil et avoir passé les contrôles de sécurité, j'ai pu pénétrer dans le tribunal. J'étais arrivée assez tôt, une heure avant le début de l'audience. Ce n'était franchement pas nécessaire, et j'ai pu en profiter pour visiter un peu le tribunal (en restant bien sûr dans les zones ouvertes au public). J'ai été impressionnée par la beauté

du lieu. De grands escaliers en marbre, de belles colonnes et des statues au style antique... Ce tribunal n'avait rien à envier aux palais parisiens.

Une fois installée dans la salle d'audience, le procès a commencé à l'heure. Tout s'est déroulé dans un cadre très organisé sous l'égide d'un juge à la voix solennelle. Ce côté procédural avait quelque chose de beau, une machine judiciaire bien huilée. Et il fallait qu'elle le soit, puisque l'audience n'a duré qu'une vingtaine de minutes ! Évidemment, il fallait bien se tenir. Ne pas faire trop de bruit, et bien sûr ne pas photographier. J'ai vite renoncé à l'idée de prendre une photo de l'audience pour illustrer cet article. Il aurait été peu judicieux de transgresser la loi dans un tribunal. Il me manquait sûrement des connaissances en droit pour tout saisir, mais j'ai apprécié l'immersion dans ce monde très procédural.

J'aurais du mal à vous donner des conseils précis à partir de mon expérience. Tous les procès sont différents, durent plus ou moins longtemps et peuvent plus ou moins vous intéresser selon les sensibilités de chacun. Alors le meilleur conseil que je puisse vous donner, c'est de pousser les portes d'un tribunal et de faire l'expérience vous-même. Qui sait ? Peut-être que ça réveillera en vous une vocation d'avocat.

Alice FAY

# Grégory Mallet, du bassin à la préparation mentale : l'Odyssée d'un nageur médaillé olympique

Entre introspection et résilience, défis et reconstructions, Grégory Mallet, aujourd'hui préparateur mental, nous livre son expérience d'ancien nageur de l'Équipe de France.

**Lana :** Grégory, dès l'âge de 7 ans, la natation devient une passion. À Marseille, tu t'affirmes pleinement. Tu es double vice-champion olympique à Pékin en 2008 et à Londres en 2012. Avais-tu un modèle inspirant ?

**Grégory :** Mes parents, dont la vision stoïque de la vie a marqué mon parcours. J'ai cherché à être la meilleure version de moi-même. Au Cercle des Nageurs de Marseille, j'ai évolué aux côtés de Florent Manaudou, Camille Lacourt... Une ambiance incroyablement collective, avec des individualités très fortes.

**L :** Quelles émotions cela évoque-t-il en toi ?

**G :** La médaille n'est qu'un objet. Ce qui compte, ce sont les histoires et les valeurs qui m'ont forgé. La performance réside dans le chemin, l'effort, la sensation d'avoir repoussé ses propres limites et l'acceptation de l'échec. J'ai de très beaux souvenirs des moments partagés avec l'équipe.

**L :** Le bien-être mental a-t-il influencé tes performances sportives ?

**G :** Je me dénigrais quand j'étais athlète mais j'ai eu la chance de rencontrer Thomas Sammut, qui accompagne aussi Léon Marchand. Il m'a aidé à comprendre que la performance venait du bien-être et du plaisir, avant même de penser aux résultats. J'ai appris à m'aimer et à faire les choses pour moi, pas pour répondre à des attentes extérieures. Plus tu te respectes et t'estimes, plus tu génères une énergie positive autour de toi. L'estime de soi nourrit la confiance en soi. La prépa mentale a joué un rôle crucial.

**L :** À ton époque, ce n'était pas dans les mœurs, non ?

**G :** Oui, c'était tabou, la prépa mentale était perçue comme un signe de faiblesse. Au contraire, c'est un cocon personnel et une clé de la réussite. On est des êtres d'émotions, et il est essentiel de les accueillir, de les comprendre et de vivre pleinement le moment présent. De mon côté, j'ai compris qu'il me fallait une raison de me tenir derrière le plot de départ. Le résultat devait avoir du sens.

**L :** Comment as-tu vécu cette transition vers une nouvelle étape de ta vie après la natation ?

**G :** Après Rio en 2016, j'ai senti que ma passion s'éteignait. L'incertitude du post-carrière a été difficile. Aujourd'hui, mon objectif est d'aider les athlètes à donner du sens à leur engagement et à surmonter leurs blocages. Je les amène à se poser les bonnes questions, à se sentir en harmonie avec eux-mêmes, à trouver leur chemin, en valorisant ce qu'ils accomplissent, peu importe le résultat.

Lana BLANC



Grégory Mallet. Crédit : L'InsPo

# Mayotte, quand la tempête révèle les fractures de la République.



“Mayotte...

J’ai envie de croire à ta reconstruction et surtout à ta résurrection, même si ton nom vient littéralement de l’arabe Mayat qui signifie mort, actuellement le seul mot qui résonne quand on parle de toi... J’aime croire que tu reviendras plus forte. Pour moi, ton destin n’est pas scellé et c’est la résilience des Mahorais qui triomphera. Ça j’en suis convaincue, j’ai espoir et je lutterai pour.”

**L**e 101ème département français, pris dans l’œil du cyclone Chido, incarne aujourd’hui un drame qui résonne au-delà de son territoire. Ce phénomène naturel soulève, avec une intensité brutale, la situation dans ce département ultramarin, déjà marqué par de profondes inégalités.

Ce petit bout de France, situé à 8000 km de Paris, est souvent relégué au second plan. Ses problématiques sont pourtant bien réelles : infrastructures fragiles, accès à l’eau intermittent, pauvreté omniprésente, et un sentiment d’abandon qui ne cesse

de grandir. Mayotte n’est pas un cas isolé. En Guadeloupe et en Martinique, les infrastructures sont vieillissantes, les coupures d’eau récurrentes et les prix élevés étouffent les budgets des ménages. Ces territoires connaissent également une pollution massive au chlordécone. La répétition des catastrophes naturelles, comme les ouragans Irma et Maria, a renforcé un sentiment d’insécurité et de délaissement face à une reconstruction lente et inefficace.

Chido devient le symbole d’une réalité commune à la France Outre-mer. Les vulnérabilités mises en lumière par ce cyclone sont partagées par l’ensemble des DROM-COM, où les défis structurels restent évidents. Ces territoires, bien que français, sont trop souvent écartés des priorités gouvernementales. Leurs habitants, citoyens à part entière,

ont l’impression d’être des citoyens de seconde zone dans une République low cost sous les tropiques. Cette inégalité de traitement sape la cohésion nationale et nourrit un ressentiment légitime.

Malgré les promesses et les défilés Top-Matignon, rien n’a changé sur le terrain depuis le 14 décembre. Le système d’eau et d’électricité reste désespérément précaire, rappelant que la solidarité envers Mayotte ne peut se limiter à des mots : elle doit se concrétiser par des politiques réelles et durables.

Chido nous rappelle que les urgences climatiques et sociales sont indissociables. Les habitants des Outre-mer ne demandent pas l’impossible : ils réclament ce qui leur est dû, à savoir la dignité, le respect et l’égalité. Ils continuent de se battre, dans l’espoir que leur voix soit enfin entendue. Le moment est venu pour la République d’agir, pour redonner un sens concret à la devise « *Liberté, Égalité, Fraternité* ».

Oumaya ABDALLAH  
MOHADJI,  
Sarah IBRAMDJY  
& Nailea FOISSAC



Crédit : Insulaires.

# HOROSCOPE

## Bélier

Mercure rétrograde en Bourdieu et oblige à un recentrement. Pourquoi tu perds ton temps à lire cet horoscope ? Va plutôt lire des articles scientifiques pour boucler ton mémoire.

## Taureau

Nous sommes fin janvier, tu dois arrêter de faire la blague "Oh, on ne s'est pas vu-e-s depuis l'année dernière !"

## Gémeaux

Votre curiosité est en éveil et c'est une excellente journée pour apprendre quelque chose de nouveau. Ça tombe bien, des ateliers Zotero ont lieu sur la pause méridienne ! Voilà de quoi rassasier ta soif de connaissances.

## Cancer

Sois vigilant-e à la communication du Spartak, car en cherchant à t'amuser, tu pourrais te retrouver à l'Ether seul-e. Même les Spartaks ne tombent plus dans ce piège

## Lion

Frustré-e de ne pas avoir eu accès aux jacuzzis durant le week-end ski ? Tu vas opter pour la baignoire grand format du rayon bricolage. Tu enverras ensuite une photo sur le groupe WhatsApp du WES en disant "je suis dans mon jacuzzi, vous êtes dans votre jalousie". Et l'admin te supprimera du groupe.

## Vierge

T'as tes 196 pays sur jetpunk mais pas encore de stage ? En valorisant cette compétence tu gagneras 40 relations sur LinkedIn et un poste au secrétariat de ta mairie.

## Balance

Tu participes au Secret Santa de ta conf, ton-ta camarade t'offre une cravate floquée Les Républicains. Tu essaieras de la revendre sur Vinted mais iel s'en apercevra et t'obligera à la porter tous les jours.

## Scorpion

Ton-ta capi-e t'obligera à accueillir 7 Poitevin-e-s et 18 Toulousain-e-s sous prétexte d'un pseudo esprit de "coopération compétitive" pour les pré-jispo. Heureusement nous sommes en pleine trêve hivernale, ce qui empêchera ton-ta proprio de te mettre dehors.

## Sagittaire

Alors que le froid se fait sentir, tu ne rêves que de voyages, d'aventures et de liberté ... Seulement, nous sommes presque fin janvier et tu n'as même plus de quoi te payer un café. La seule solution : le cours de Bachata proposé par Assomérica Latina.

## Capricorne

Capricorne, les planètes approuvent ta volonté de faire les exposés trois semaines en avance. Seulement, je crains que ça ne soit pas le cas des autres personnes de ton groupe. Mercure est en lune, ce qui veut dire relaxxxxxx (sisi je te jure).

## Verseau

Tu as été assommé-e par les 34253647586 pages du galop d'éco ? Relativise, ça fera un très bon combustible pour le feu de camp que tu feras au milieu du salon pour te rappeler les veillées estivales. Assure-toi tout de même de bien habiter au rez-de-chaussée.

## Poisson

Tu sors de l'IELTS peu convaincu-e. Malheureusement les astres n'étaient pas alignés. Ne t'inquiète pas, le Kosovo c'est une super chouette destination de mobilité aussi.

# Quelle sera TA résolution pour 2025 ?

## Ta tradition du Nouvel An préférée :

- ♦ Hurler à pleins poumons le décompte du Nouvel An pour bien commencer l'année
- ♠ La fameuse murge du 31 - dont tu te souviens à peine, d'ailleurs
- ♥ Partager ton Spotify Wrapped à tout le monde et flex tes stats
- ♣ Manger 12 raisins sous une table à minuit (on ne sait jamais)

## Le moment marquant de janvier 2025 :

- ♠ Le week-end ski de l'AS, où t'as descendu plus de verres que de pistes
- ♥ Le drama entre Pierre et Sylvain de Vilebrequin, qui t'aura appris à simuler des larmes
- ♦ Le Café théâtre des *Impers* (t'as encore mal aux mains à force d'applaudir)
- ♣ La mort de Jean-Marie le Pen, que t'as fêtée dignement

## Pour survivre en période de partiels, tu :

- ♣ Dévalises le stock de cookies du CROUS
- ♦ Organises des sessions révisions (ou discussions) entre ami·e·s
- ♠ Songes à tout plaquer pour partir élever des chèvres dans le Larzac
- ♥ Crées des mèmes pour @memescpobx (Anna Pimpaud, on te voit)

## Ta personnalité préférée de 2024 :

- ♦ Vincent Tiberj et son livre sur la droitisation française qui orne ta table de chevet
- ♣ Gisèle Pélicot, évidemment !
- ♠ Léon Marchand, qui t'as donné envie de retrouver les pédiluves
- ♥ Aya Nakamura, qui fait même danser la Garde républicaine

## Le Dry January :

- ♥ Je m'y tiens depuis 2000
- ♣ Cette année je le tente
- ♦ Dry quoi ?
- ♠ C'était mort dès le premier jour

## Majorité de ♥ : LA DIGITAL DETOX

Tu as halluciné en découvrant ton temps d'écran fin décembre, et depuis TikTok et Insta c'est fini pour toi ! Pour arriver à tes fins, tous les moyens sont bons : désactiver les notifications, activer la limite quotidienne... Tu n'ouvres plus les réseaux sociaux que pour suivre les "FlashInsPo" (et on t'en remercie !)

## Majorité de ♣ : LE GLOW-UP

2025, c'est ton année ! Tu as pris au pied de la lettre le New year New me et adopté plein de résolutions pour bien commencer l'année. Plus t'hydrater, faire du sport, manger sainement...on te souhaite bon courage et on a hâte de te voir slay dans les couloirs de l'IEP.

## Majorité de ♦ : L'ACADEMIC WEAPON

Que tu sois un·e petit·e 1A qui commence à se faire à l'IEP, un·e 3A dépaysé·e de retour d'échange ou un·e grand·e 5A pressé·e d'en finir tu es motivé·e à tout donner en cours. Depuis janvier, la BU est devenue ta deuxième maison. Mais n'oublie pas de te reposer entre deux fiches de lecture !

## Majorité de ♠ : LES NOUVELLES EXPÉRIENCES

Aventureux·se, tu as décidé que la nouvelle année serait pour toi l'occasion de tenter de nouvelles choses. Commencer une nouvelle activité, oser une nouvelle coupe de cheveux, un grand projet de voyage en solo... peu importe, en 2025, tu sors de ta zone de confort !

Alice FAY